

Washington à part la vague promesse arrachée aux autorités américaines qui se sont engagées à le consulter préalablement.

La position du Canada a de quoi inquiéter. Notre souveraineté sur nos eaux est maintenant menacée. Le moins que le gouvernement puisse faire est de les exclure de l'accord de libre-échange. Sans cela, la crédibilité du gouvernement en souffrirait gravement, car nous ne pouvons laisser personne faire main-basse sur cette ressource.

* * *

L'ÉCONOMIE

LES ERREURS DES PROPHÈTES DE MALHEUR

M. Elliott Hardey (Kent): Monsieur le Président, je voudrais prendre un moment pour féliciter les prophètes de malheur à la Chambre. Ils devraient être reconnus pour leur performance d'une étonnante uniformité dans tous les grands dossiers qui retiennent notre attention depuis 1984. Les faits leur ont toujours donné tort.

Ils ont prétendu que le gouvernement ne pouvait réduire le déficit sans anéantir bon nombre de nos programmes sociaux. Or, le déficit a chuté chaque année depuis 1984 et les programmes sociaux ont été renforcés.

Ils ont soutenu que le gouvernement ne pouvait abaisser et stabiliser les taux d'intérêt sans relancer l'inflation. Encore une fois, ils avaient tort. Pendant quatre années d'affilée, l'inflation a été jugulée alors que les exportations et les mises en chantier se sont multipliées.

Les prophètes de malheur ont déclaré qu'il était impossible de réduire la mise en oeuvre des programmes de création d'emplois sans accroître le chômage. Jusqu'à quel point peut-on se tromper? Vendredi dernier, on a annoncé que le taux de chômage au Canada était à son plus bas niveau depuis sept ans. Les jeunes Canadiens sont confiants qu'ils trouveront des emplois à la fin de leurs études. Quelle différence par rapport à l'époque du gouvernement Trudeau!

Pas étonnant que les Canadiens doutent aujourd'hui des prophètes de malheur qui propagent des sottises négatives à propos du libre-échange, de la réforme fiscale et des questions de défense.

* * *

● (1415)

LES LANGUES OFFICIELLES

LA FONCTION PUBLIQUE—LES PRATIQUES D'EMBAUCHE

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, les Canadiens ont pu voir les dinosaures du caucus conservateur à l'oeuvre, une fois de plus, la semaine dernière. Les dinosaures ont cette fois manifesté leur intolérance en essayant de détruire l'essence même de la Loi sur les langues officielles,

Article 21 du Règlement

un projet de loi en faveur du bilinguisme qu'appuient la plupart des Canadiens sensés.

Il est vrai que ces conservateurs ont le droit de déposer des amendements, mais là n'est pas la question; il s'agit plutôt d'appliquer les pratiques d'embauche de la fonction publique fédérale bilingue avec justice et équité aux francophones hors Québec comme aux anglophones à l'intérieur du Québec. Les amendements des conservateurs ont donné aux Canadiens un rare aperçu de la mentalité retardataire et désincarnée qui a cours au caucus conservateur.

N'oublions pas qu'il a fallu l'intervention personnelle du premier ministre (M. Mulroney) pour faire adopter ce projet de loi. Le secrétaire d'État s'acquitterait-il maintenant de ses obligations en veillant à l'application rapide du projet de loi C-72 tant pour les anglophones du Québec que pour les francophones des autres provinces? Je lui rappelle que cette loi qui relève des pouvoirs fédéraux ne nécessite nulle part une entente cordiale.

Je suis sûre que tous les Canadiens verront dans cet épisode une résurgence de la pensée conservatrice, qui s'est manifestée en 1969 quand 26 conservateurs ont voté contre la première loi sur les langues officielles.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

L'EFFET DE SERRE—LA NÉCESSITÉ D'UNE COOPÉRATION

M. Bill Gottselig (Moose Jaw): Monsieur le Président, à cause de ce qu'on appelle l'effet de serre, les générations futures seront peut-être forcées de vivre des années de sécheresse pires encore que ce que nous connaissons aujourd'hui. Non seulement les maladies comme le cancer de la peau risquent de devenir plus courantes et mortelles, mais aussi la production agricole pourrait diminuer à un point tel que nos stocks d'aliments de base pourraient devenir insuffisants. Nous pourrions aussi perdre des emplois.

On sait que les activités humaines ont une incidence sur la destruction de la couche d'ozone. Si les Canadiens modifiaient leur style de vie, nous pourrions ralentir considérablement ce processus. Par exemple, les agriculteurs pourraient changer leurs méthodes de culture de céréales et d'élevage du bétail. Nous pourrions tous apprendre à mieux gérer les déchets afin de prévenir la pollution dans divers secteurs. L'eau devrait devenir un bien précieux à utiliser avec un plus grand respect.

Je prie instamment le gouvernement, les entreprises, les travailleurs et tous les Canadiens d'unir leurs efforts. Nous devons faire davantage de recherche et être plus conscients des conséquences environnementales de nos actes, qui sont devenus des habitudes.

La protection de l'environnement, c'est l'affaire de tout le monde.